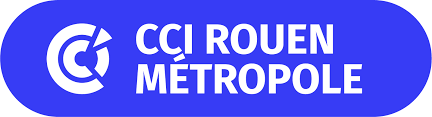
****

Marché de prestations de services d'assurance de l'opération

de construction d’un nouveau bâtiment sur le campus de l’IFA Marcel Sauvage de Mont-Saint-Aignan

**LOT N° 3**

ASSURANCE

**"RESPONSABILITE CIVILE DU MAITRE D’OUVRAGE"**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**Appel d'offres ouvert, selon les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1°**

**et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique**

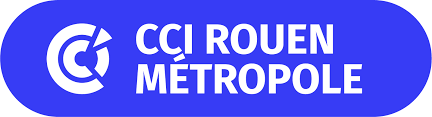
Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte, par ordre de prévalence décroissant :

* Conditions Particulières
* Annexe Définitions

**Le candidat est informé que le présent cahier des clauses techniques particulières n’est pas à compléter et ne doit pas être retourné au stade de l’offre.**

**Il devra être complété et signé uniquement par l’attributaire du marché.**

**En effet, les conditions particulières du cahier des charges amendées, le cas échéant, des réserves formulées par l’attributaire, ont vocation à devenir les conditions particulières du contrat, lequel devra être délivré par l’assureur attributaire dans un délai de 3 mois à compter de la notification du marché.**

****

Opération de construction

Construction d’un nouveau bâtiment sur le campus de l’IFA   
Marcel Sauvage de Mont-Saint-Aignan

ASSURANCE

ASSURANCE

**"RESPONSABILITE CIVILE DU MAITRE D’OUVRAGE"**

**CONDITIONS PARTICULIERES**

**Compagnie**

**Contrat Numéro**

**Le présent contrat est régi par le Code des assurances.**

**.**

**SOMMAIRE DES CONDITIONS PARTICULIERES**

[1 / IDENTIFICATION DU CONTRAT ET DE L'OPERATION 3](#_Toc178599893)

[1.1 - Assureur 3](#_Toc178599894)

[1.2 - Souscripteur 3](#_Toc178599895)

[1.3 - Activités garanties 3](#_Toc178599896)

[1.4 - Assuré 3](#_Toc178599897)

[1.5 - Caractéristiques de l'opération 4](#_Toc178599898)

[1.6 - Principaux intervenants 4](#_Toc178599899)

[1.7 - Date d’effet du contrat 6](#_Toc178599900)

[2 / OBJET DU CONTRAT 6](#_Toc178599901)

[2.1 - Garantie de base 6](#_Toc178599902)

[2.2 - Objets confiés 7](#_Toc178599903)

[2.3 - Garantie "atteintes accidentelles à l'environnement" 7](#_Toc178599904)

[2.4 - Défense Pénale et Recours 8](#_Toc178599905)

[2.5 - Conventions de transfert de responsabilité et renonciation à recours 9](#_Toc178599906)

[2.6 - Responsabilité à l'égard des organisateurs de visites de chantier 9](#_Toc178599907)

[3 / EXCLUSIONS 9](#_Toc178599908)

[4 / MONTANT DES GARANTIES 13](#_Toc178599909)

[4.1 - Responsabilité civile maître d’ouvrage 13](#_Toc178599910)

[4.2 - Garanties annexes de défense recours 13](#_Toc178599911)

[4.3 - Plafonds de garantie 13](#_Toc178599912)

[4.4 - Reconstitution de garantie 13](#_Toc178599913)

[5 / FRANCHISES 13](#_Toc178599914)

[6 / PRIME 14](#_Toc178599915)

[6.1 - Calcul de la prime 14](#_Toc178599916)

[6.2 - Taux de prime 14](#_Toc178599917)

[6.3 - Prime provisionnelle 14](#_Toc178599918)

[6.4 - Prime définitive 14](#_Toc178599919)

[6.5 - Echéancier 14](#_Toc178599920)

[7 / DISPOSITIONS DIVERSES 15](#_Toc178599921)

[7.1 - Connaissance des risques 15](#_Toc178599922)

[7.2 - Non-résiliation suite à sinistre 15](#_Toc178599923)

[8 / FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS 15](#_Toc178599924)

[8.1 - Période de garantie 15](#_Toc178599925)

[8.2 - Prorogation des garanties 15](#_Toc178599926)

[8.3 - Délai subséquent 15](#_Toc178599927)

[9 / TERRITORIALITE 16](#_Toc178599928)

[10 / COMPOSITION DU CONTRAT 16](#_Toc178599929)

**CONDITIONS PARTICULIERES**

***Préambule*** : Les présentes conditions particulières, complétées par les Conditions générales (référencées ……………..) ont pour objet de définir les garanties du contrat, et ce, par dérogation à toute autre disposition contraire ou restrictive.

Il est convenu entre les parties que les présentes conditions particulières prévalent sur tout autre document remis par l’assureur, sous réserve de l’ordre de prévalence des pièces précisé à l’article TITRE A /10 /

## IDENTIFICATION DU CONTRAT ET DE L'OPERATION

### Assureur

1. Nom :
2. Adresse :
3. N° de contrat :

* Agent ou courtier gestionnaire :

La compagnie .............……...…...... confie au cabinet : ........................................…

............................................

............................................

la gestion du contrat et des sinistres ainsi que l'encaissement des primes.

### Souscripteur

**La CCI Rouen Métropole**

**représentée par** : son DIRECTEUR en exercice

**Adresse** : 4 passage de la Luciline

CS 40641

76007 ROUEN Cedex 1

### Activités garanties

Toutes les activités et prestations du souscripteur liées à la réalisation de l’opération de construction désignée ci-après.

### Assuré

La CCI Rouen Métropole en qualité de maître d'ouvrage, appelée ci-après l’Assuré.

### Caractéristiques de l'opération

#### Désignation de l'opération

Construction d’un nouveau bâtiment sur le campus de l’IFA Marcel Sauvage de Mont-Saint-Aignan.

#### Situation géographique

11 rue du Tronquet – 76130 Mont-Saint-Aignan.

#### Permis de construire

Permis de construire n° PC 076451 24 00015 délivré par la Mairie de Mont-Saint-Aignan en date du 30/05/2024.

#### Calendrier de l'opération

Déclaration prévisionnelle d’ouverture du Chantier : Lundi 06/01/2025

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : Lundi 03/03/2025

Date prévisionnelle de réception : Vend. 18/12/2026

Durée prévisionnelle des travaux : 24 mois y compris 22 mois d’exécution + 2 mois de préparation

#### Coûts prévisionnels de l'opération

Montant des travaux TCE y compris honoraires techniques : **30 386 371** **€ TTC**

### Principaux intervenants

#### Maître d'ouvrage

CCI ROUEN METROPOLE

#### Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre, telle que définie par le Code de la commande publique, est confiée par le maître d’ouvrage au groupement de maîtrise d’œuvre suivant :

* Architecte : **CBA Architectes**

9 rue Le Nostre

CS 70502

76000 ROUEN

* BET : **SOGETI INGENIERIE BATIMENT**

***(Economie, fluides, thermie, cuisine, SSI, VRD)***

387 rue des Champs

BP 509

76235 BOIS-GUILLAUME Cedex

**KUBE STRUCTURE**

***(Structure)***

387 rue des Champs

BP 509

76235 BOIS-GUILLAUME Cedex

**ESPACE LIBRE**

***(Paysage)***

27 rue de Verdun

76240 BONSECOURS

**AGIR ACOUSTIQUE**

***(Acoustique)***

8 rue Thiers

76200 DIEPPE

Conformément au dossier technique, elle comprend les éléments de mission suivants :

* Missions de base : ESQ - APS – APD/PC – PRO – ACT/DCE – EXE (VISA + SYNTH) - DET – AOR
* Missions complémentaires : SSI – OPC – EXE (QT)

#### Contrôle technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique instauré par le titre 2 de la loi  
n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, modifiée par la loi n° 83-440 du 2 juin 1983, et selon conditions reprises dans le Code de la construction et de l'habitation.

Le bureau de contrôle technique est :

* + - **BUREAU ALPES CONTROLES**

50 rue Ettore Bugatti

76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY

Conformément au dossier technique, les prestations confiées par la maîtrise d’ouvrage au bureau de contrôle comprennent les missions suivantes :

LP + SEI + TH + F + HAND + CONSUEL + VIEL + ATT HAND

#### Coordination hygiène et sécurité

En application de la loi du 31/12/93 et de ses décrets d'application, le Maître d'ouvrage a désigné un coordonnateur en matière de sécurité-santé.

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est assumée par :

* + - **BUREAU VERITAS CONSTRUCTION**

190 allée François Jacob

CS 80534

76235 ISNEAUVILLE

#### Etudes géotechniques et hydrologiques

* + - **FONDOUEST**

581 rue Georges Charpak

76150 SAINT-JEAN DU CARDONNAY

***Missions G1 ES + G1 PGC + G2 AVP + G2 PRO + G4***

#### Marchés de travaux

Les travaux sont décomposés en 16 lots :

|  |  |
| --- | --- |
| **Lot** | **Désignation** |
| 1 | Terrassement - Gros œuvre |
| 2 | Charpente et ossature bois |
| 3 | Etanchéité – Couverture |
| 4 | Traitement des façades et protections solaires |
| 5 | Menuiseries extérieures |
| 6 | Métallerie – Serrurerie |
| 7 | Menuiseries intérieures – Mobiliers - Signalétique intérieure |
| 8 | Cloisons – Doublages – Plafonds suspendus |
| 9 | Revêtements de sols souples – Carrelage |
| 10 | Peinture |
| 11 | Génie climatique – Plomberie |
| 12 | Electricité courants forts et faibles |
| 13 | Appareil élévateur |
| 14 | Equipements de cuisine |
| 15 | VRD |
| 16 | Espaces verts – Clôtures - Mobiliers |

#### Dossier technique

Selon les pièces écrites et documents graphiques du dossier technique de l’opération de construction joint en annexe.

*La compagnie a tenu compte de tous les éléments techniques de cette opération de construction pour accorder les garanties définies ci-après et déterminer les conditions tarifaires.*

### Date d’effet du contrat

Date d’ouverture du chantier ou date de notification du marché si postérieure.

## OBJET DU CONTRAT

### Garantie de base

Le présent contrat garantit l’assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que celui-ci peut encourir en sa qualité de maître d’ouvrage de l'opération désignée à l'article 1.5 -, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, causés à autrui.

La garantie est étendue :

* du fait des personnes au service direct ou indirect des assurés,
* du fait des biens dont les assurés ont la propriété, la garde ou l’usage, et notamment tous les biens immobiliers y compris assiette foncière, mobiliers, installations ou équipements y compris les biens relevant du domaine public situés dans l’enceinte du chantier et/ou des sites de stockage, montage et essais.

D’un commun accord entre les parties, il est convenu que les personnes disposant de la qualité d’assuré au titre du présent contrat sont considérées comme tiers entre elles pour l’ensemble des dommages à l’exception des dommages immatériels non consécutifs.

**Le présent contrat s’appliquera en priorité sur les éventuels contrats souscrits par ailleurs et couvrant un risque identique.**

### Objets confiés

La garantie du contrat est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l’assuré en raison des dommages causés aux biens confiés, c'est-à-dire du fait de la détérioration, de la destruction, de la perte ou de la disparition de ceux-ci.

**Outre les exclusions prévues à l'article 3 ci-après, ne sont pas couverts au titre de la garantie Objets confiés :**

* **Les dommages et malfaçons affectant les travaux et ouvrages exécutés par l'assuré ou pour son compte, les produits fabriqués par l'assuré ou pour son compte, ainsi que les produits, marchandises, matériaux y incorporés et survenus pendant l'exécution du marché en vertu duquel ont été exécutés ces travaux et ouvrages ou fabriqués ces produits.**
* **Les dommages subis, avant leur délivrance, par les biens dont l'assuré a cédé la propriété.**
* **Les dommages causés aux biens détenus par l'assuré en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de location.**
* **Les dommages causés aux biens confiés à l'assuré en vue de la vente ou de la location.**
* **Les dommages causés aux biens confiés par un incendie ou une explosion ayant pris naissance ou survenu dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant.**
* **Les dommages aux biens utilisés comme outils par l’assuré.**
* **Les dommages subis par les biens en cours de transport.**

### Garantie "atteintes accidentelles à l'environnement"

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut incomber à l'assuré résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement, c'est-à-dire de :

* l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux ;
* la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage ;

lorsqu’elle résulte d’un événement soudain et imprévu et ne se réalise pas de façon lente ou progressive.

**Outre les exclusions prévues à l'article 3 ci-après, ne sont pas couverts au titre de la garantie atteintes accidentelles à l’environnement :**

* **Les dommages résultant d'un défaut d'entretien caractérisé connu des représentants légaux de l'assuré.**
* **Les redevances mises à la charge de l'assuré en application des lois et règlements en vigueur au moment du sinistre, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie.**
* **Les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés.**
* **Les dommages d'atteintes à l'environnement du fait d'une installation classée, régie par les articles L. 214-1 et L. 511-1 et suivants du Code de l’environnement et soumise à autorisation préfectorale, dont l'assuré serait responsable en sa qualité de propriétaire exploitant ou non exploitant d'une telle installation.**
* **Les dommages causés par les décharges de déchets non autorisées (décharges sauvages).**
* **Les dommages subis par les éléments naturels tels que l'air, l'eau, le sol, la faune, la flore dont l'usage est commun à tous, ainsi que les préjudices d'ordre esthétique ou d'agrément qui s'y rattachent.**

### Défense Pénale et Recours

Défense pénale et recours :

Au titre de cette extension de garantie l'assureur s'engage :

* A défendre devant les tribunaux répressifs, lorsqu'elles sont personnellement impliquées à l'occasion d'un dommage garanti par le présent contrat, la personne publique souscriptrice, et toute autre personne publique agissant en qualité de maître d'ouvrage, et ayant la qualité d'assuré.
* A réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation incombant à un tiers responsable des dommages matériels et immatériels qui en sont la conséquence subis par l'assuré et qui ont trait à l'un des risques compris dans les garanties de base.

L'assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoués, d'avocats, d'exécution de jugements.

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré, sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou sur le montant du préjudice subi par l'assuré, le différend est soumis à deux arbitres, avocats ou avoués, désignés l'un par l'assureur, l'autre par l'assuré.

A défaut d'entente entre les deux arbitres, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux, ou faute d'accord sur cette désignation, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel s'est produit le dommage, objet du litige.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contrairement à l'avis des arbitres, l'assuré exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable que celle qui lui était antérieurement proposée, l'assureur lui remboursera, sur justification, les frais taxables restant à sa charge et les honoraires réclamés dans une telle affaire.

En cas de désaccord sur le montant des honoraires, le différend est réglé selon la procédure d'arbitrage ci-dessus.

Défense civile :

L’assureur s’engage à défendre l’assuré à la suite d’un dommage garanti au titre du présent contrat devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives.

Cette défense, assumée par l’assureur, comprend les frais d’honoraires d’enquête, d’instruction, d’expertise et d’avocat ainsi que les frais de procès.

### Conventions de transfert de responsabilité et renonciation à recours

La garantie s'étend aux conséquences des conventions, comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenues entre, d'une part l'assuré et d'autre part :

1. les administrations, collectivités locales, organismes publics ou semi publics français.
2. SNCF RESEAUX;
3. la SNCF ;

pour les seuls dommages engageant la responsabilité civile de l’assuré dans le cadre de l’opération désignée à l’article1.5 -.

### Responsabilité à l'égard des organisateurs de visites de chantier

Les garanties sont étendues au bénéfice des associations ou organismes divers, tels que les offices de tourisme, les services techniques de l’assuré maître d'ouvrage collaborant aux visites de chantiers organisées par le maître d'ouvrage, la notion de tiers ou d'autrui étant maintenue entre ces assurés.

## EXCLUSIONS

**Nonobstant tout autre exclusion prévue par ailleurs, sont exclus des garanties** :

1. Les dommages provenant de la faute intentionnelle ou dolosive des représentants légaux de l'assuré.
2. Les dommages mis à la charge de l'assuré, en vertu d'obligations contractuelles acceptées par les représentants légaux de l'assuré et excédant celles auxquelles l'assuré serait tenu en vertu des dispositions légales ou réglementaires sur la responsabilité.
3. Les dommages causés par la guerre étrangère, la guerre civile, les attentats, les actes de terrorisme ou de sabotage, les émeutes, les mouvements populaires, les grèves ou lock-out (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement).
4. Les dommages subis par l'ouvrage objet du marché de l'assuré, y compris les frais engagés pour mettre les travaux en conformité, pour les rectifier, les refaire, les modifier, les améliorer.
5. Les pertes ou dommages subis par :

* **les matériels, outillages, équipements et engins de chantier, de manutention ou de levage.**
* **les protections et matériels de chantier (baraquements, bureaux installés pour la réalisation du chantier).**
* **les ouvrages existants.**

1. La responsabilité propre des intervenants dans les opérations de construction (entreprises, architectes, bureau d'études, sous-traitants, fournisseurs), étant précisé que la responsabilité civile de l'assuré du fait de ces dernières est normalement garantie par le présent contrat et que l'assureur subrogé conserve tout recours contre lesdits intervenants et leurs assureurs.
2. Les conséquences du retard ou d'une absence de livraison des travaux.
3. Les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible :

* **soit des modalités d'exécution d'un travail ou service telles qu'elles ont été prescrites par les représentants légaux de l'assuré ;**
* **soit d'un vice apparent d'un bien ou d'un produit connu avant livraison par l'assuré ;**
* **soit du fait conscient et intéressé des représentants légaux de l'assuré et qui, par ses caractéristiques, ferait perdre à l'événement à l'origine du sinistre son caractère aléatoire.**

1. Les dommages causés aux biens dont l'assuré à la propriété, la garde ou l'usage, sauf extension objets confiés (article 2.2 -)
2. Les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion survenus dans un local appartenant à l'assuré et/ou occupé par lui ou toute personne dont il est civilement responsable.

Cette exclusion ne concerne pas les locaux utilisés temporairement par l'assuré pour une période inférieure à une durée de **30 jours** consécutifs.

1. Les dommages résultant des troubles de voisinage :

* **se produisant inévitablement pendant les travaux relatifs à l’opération de construction (tels que bruits, odeurs, fumées, poussières, vibrations, gène apportées aux voies de circulation ou aux riverains).**
* **ou dus à l’existence même de l’opération de construction en raison de sa dimension ou de sa structure (tels que pertes d’ensoleillement, brouillage des émissions de radiotélévision, mauvais tirage des cheminées voisines, inconvénients de servitude de passage).**

1. Les dommages causés directement par les tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes naturels.

Les dommages, résultant de ces sinistres causés par la présence ou le mauvais fonctionnement d'un ouvrage public, restent garantis.

1. Sauf extensions de garantie prévues à l’article 2.3 -, les conséquences d’une atteinte à l’environnement :

* **non accidentelle.**
* **ou provenant d’un site soumis à autorisation et que l’assuré exploite**
* **ou provenant du mauvais état, de l’insuffisance ou de l’entretien défectueux des installations dès lors de ceux-ci étaient connus de l’assuré ou ne pouvait être ignoré par celui-ci avant la réalisation des dommages.**

1. Les dommages résultant de l'application des articles 1792 à 1796 et 1792-6 du Code civil ou de leur transposition en droit administratif.
2. Les dommages immatériels non consécutifs résultant :

* **d'opérations de transaction ou de gestion immobilières réalisées par l'assuré et relevant de l'assurance obligatoire prévue par les lois n°70-9 du 2 janvier 1970 et 94-624 du 21 juillet 1994 et leurs textes d'application.**
* **dont sont responsables, dans le cadre de leurs fonctions, les mandataires sociaux, les administrateurs, les dirigeants de fait ou de droit des organismes ayant la qualité d’assuré**
* **de la divulgation de secret professionnel, de publicité mensongère, de concurrence déloyale, d’atteinte aux droits de la propriété industrielle, littéraire ou artistique.**

1. Les redevances, amendes, pénalités contractuelles, pénalités de retard.
2. Les dommages causés par les véhicules à moteur relevant de l’obligation d’assurance automobile prévue à l’article L. 211-1 du Code des assurances.
3. Les dommages causés par les engins aériens, les chemins de fer, funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou engins de remontées mécaniques passibles de contrats d'assurances en application de la loi   
   n° 63-708 du 18 juillet 1963.
4. Les dommages résultant de l'exploitation des différents services concédés ou transférés pour les responsabilités incombant aux concessionnaires, exploitants ou fermiers.

Restent cependant garantis les sinistres résultant des bâtiments ou installations utilisés par ces services et pour lesquels l'assuré pourrait être recherché en responsabilité en tant que propriétaire.

1. Les dommages résultant de l'exploitation d'aérodrome, de chemin de fer ou de tramway.
2. Les dommages résultant de la production de champs électriques ou magnétiques, ou de rayonnements électromagnétiques.
3. Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :

* **tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants si les dommages ou l’aggravation des dommages :**

**- frappent directement une installation nucléaire**

**- engagement la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire**

**- trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire**

* **toute source de rayonnements ionisants destinée à être utilisée hors d’une installation nucléaire à des fins industrielles, commerciales, agricoles, scientifiques ou médicales.**

Toutefois, cette disposition ne s’applique pas aux dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants (radionucléides ou appareils générateurs de rayon X) utilisées à des fins industrielles ou médicales lorsque l’activité :

- met en œuvre des substances radioactives n’entraînant pas un régime d’autorisation dans le cadre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement (article R. 511-9 du Code de l’environnement)

- ne relève pas d’un régime d’autorisation au titre de la règlementation relative à la prévention des risques sanitaires liés à l’environnement et au travail (article R. 1333-23 du Code de la santé publique)

* **des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.**

1. Les dommages causés directement ou indirectement par :

* **l’amiante,**
* **le plomb,**
* **les moisissures toxiques,**
* **les polluants organiques persistants suivants : aldrine, chlordane, ddt, dioxines, dieldrine, endrine, furane, heptachlore, hexachlorobenzène, mirex, polychlorobiphényles, toxaphène,**
* **le formaldéhyde,**
* **le méthylertiobutyléther,**
* **le tabac**

1. les dommages résultant :

* **de l’utilisation et de la dissémination d’organismes génétiquement modifiés**
* **d’encéphalopathie spongiforme subaiguë transmissible**

1. Les recours intentés contre l’assuré :

* **par la sécurité sociale ou tout autre organisme français de protection sociale.**
* **par un employeur ayant placé temporairement un salarié qui lui est lié par un contrat de travail sous les ordres de l’assuré,**

**en cas de faute inexcusable pouvant être commise par l’assuré (article L. 452-1 à L. 452-4 du Code de la sécurité sociale ou équivalent).**

1. Les dommages qui résultent de la gestion sociale de l’assuré vis-à-vis de ses préposés, ex-préposes, candidats à l’embauche et partenaires sociaux.

## MONTANT DES GARANTIES

Les limites des engagements de la compagnie sont les suivantes :

### Responsabilité civile maître d’ouvrage

Tous dommages corporels, matériels et immatériels **5 000 000 €**

dont : - Dommages corporels **4 500 000 €**

* Dommages matériels et immatériels consécutifs **3 000 000 €**
* Dommages immatériels non consécutifs **1 500 000 €**
* Atteintes accidentelles à l'environnement **1 500 000 €**

### Garanties annexes de défense recours

Défense recours et de défense pénale ou civile (article 2.4 -) **75 000 €**

Ces garanties s'exercent sans franchise et sans seuil d'intervention.

### Plafonds de garantie

Le montant des garanties s'entend par sinistre et par an avant réception des ouvrages et par sinistre et pour la durée de la garantie subséquente après la date de réception des ouvrages.

### Reconstitution de garantie

Il est convenu que pour les garanties, épuisables pour la durée des garanties, celles-ci seront reconstituées après un sinistre moyennant le paiement d'une nouvelle prime au prorata du montant de la reconstitution et du temps.

La reconstitution de garantie interviendra à la demande de l'assuré au taux du contrat.

## FRANCHISES

* Dommages corporels : **NEANT**
* Dommages matériels et immatériels consécutifs : **1 500 €** par sinistre
* Dommages immatériels non consécutifs : 10 % du montant du sinistre, minimum 750 €, maximum 4 000 € par sinistre

## PRIME

### Calcul de la prime

La prime sera fixée par un taux appliqué sur le montant toutes taxes du coût total de construction.

Ce taux intégrera l'ensemble des garanties, y compris toutes extensions.

**Il est formellement convenu que la définition et l'étendue des garanties ne sont pas déterminées par la définition de l'assiette de prime.**

### Taux de prime

Se reporter à l’article 5 de l’acte d’engagement valant CCAP.

### Prime provisionnelle

Se reporter à l’article 5 de l’acte d’engagement valant CCAP.

### Prime définitive – Clause de réexamen

L'ajustement de prime interviendra à la fin des travaux par l'application du taux sur le montant définitif du coût de l’opération que l'assuré s'engage à communiquer à l'assureur **3 mois** après l'arrêté définitif des comptes et, en tout état de cause, **12 mois** après la réception.

Un avenant sera établi pour établir le montant définitif de la prime.

Ce montant définitif sera calculé par application du taux renseigné à l’art. 5.1 de l’AE/CCAP au montant définitif du coup de l’opération.

### Echéancier

#### Prime provisionnelle :

La prime provisionnelle fera l'objet de relevés de quittance qui seront présentés au souscripteur selon l'échéancier suivant :

* **60 %** lors de la régularisation du contrat définitif par le souscripteur,
* **40 %,** **12 mois** à compter de la date de prise d'effet des garanties.

#### Prime définitive

La prime de régularisation sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des ouvrages, et au plus tard **12 mois** après la date de réception des ouvrages.

#### Retard administratif du paiement des primes

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des dépenses), sans excéder **90 jours**.

## DISPOSITIONS DIVERSES

### Connaissance des risques

Les assureurs déclarent avoir eu une connaissance suffisante des risques et, dès lors, renoncent à toute sanction contre l'assuré pour toute aggravation des risques garantis.

### Non-résiliation suite à sinistre

Il est formellement convenu que l'assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre telle que prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances.

## FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS

### Période de garantie

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue à l’article 1.7 -des présentes conditions particulières et pour la durée de réalisation des travaux, montage essais, soit jusqu’à la date prévisionnelle de réception des travaux.

La garantie s'applique pour tous les sinistres dont l'assuré a eu connaissance à compter de la date d'effet, même si les prestations ou travaux de l'assuré sont antérieurs à cette date.

### Prorogation des garanties

Il est convenu que, dans le cas où la durée des travaux dépasserait la date prévisionnelle de réception des ouvrages, les garanties seront prorogées jusqu’à la date de réception effective et pour une durée maximale de **6 mois.**

**Le premier mois** de prorogation sera gratuit.

Clause de réexamen relative à la prolongation des garanties inférieure à 6 mois

La prime afférente à la période de prorogation des **5 mois** suivants sera calculée au taux du contrat, **prorata temporis** (durée de la période de prolongation par rapport à la période initiale) et sera appelée lors de l’avenant de régularisation de la prime définitive.

Clause de rendez-vous relative à la prolongation des garanties supérieure à 6 mois

Dans l’hypothèse où les travaux ne seraient pas réceptionnés dans le délai de **6 mois** au-delà de la date prévisionnelle de réception des ouvrages, il appartient au souscripteur du contrat de rechercher auprès de l’assureur une nouvelle prorogation des garanties.

Les conditions de garanties et de tarif seront communiquées par l’assureur et la prise d’effet de celles-ci ne pourra intervenir qu’après accord express du souscripteur donné à l’assureur.

Cette nouvelle prorogation fera l’objet d’un avenant au contrat.

### Délai subséquent

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003, la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à **5 ans**, après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

## TERRITORIALITE

France métropolitaine.

## COMPOSITION DU CONTRAT

Le présent contrat comporte les pièces suivantes, par ordre de prévalence décroissant :

- L’acte d’engagement valant CCAP, son annexe 1 *Attestation de la Compagnie* et son annexe 2 *Convention de gestion*

- Les observations éventuelles formulées sur les présentes conditions particulières et présentées en annexe à l’acte d’engagement valant CCAP (nombre de pages de l’annexe :………………Date de signature de l’annexe :……………………), accompagnées des réponses aux demandes de précisions éventuellement formulées lors de l’analyse (date des précisions :………………..).

* les présentes Conditions Particulières.
* l’annexe *Définitions*.
* les conventions spéciales de la Compagnie, le cas échéant, selon modèle joint en annexe, et référencées**…………………**
* les conditions générales de la Compagnie, selon modèle joint en annexe, et référencées**……………….**

**L’assureur, Le souscripteur,**

**Pour la CCI ROUEN METROPOLE,**

POLICE RESPONSABILITE CIVILE DU MAITRE D’OUVRAGE

ANNEXE **DEFINITIONS**

Pour l'application du contrat, on entend par :

**1 - Souscripteur**

La personne physique ou morale, désignée sous ce nom aux Conditions Particulières, qui contracte avec la compagnie, tant pour son compte que pour le compte des personnes bénéficiant de la qualité d’assuré, demande l'établissement du contrat, et s'engage au paiement de la totalité de la prime.

**2 - Assuré**

Le souscripteur et/ou toute autre personne désignée comme tel aux Conditions particulières.

**3 - Maître de l’ouvrage**

La personne physique ou morale qui conclut avec les réalisateurs des contrats de louage d’ouvrage afférents à la conception et à l’exécution de l’opération de construction, soit directement, soit par l’intermédiaire d’un mandataire.

**4 - Code**

Le Code des assurances.

**5 - Autrui ou Tiers**

Toute personne autre que le souscripteur.

**6 - Dommages accidentels**

Accidentel : provenant d'un événement soudain, imprévu et extérieur à la victime.

**7 - Dommages corporels**

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent.

**8 - Dommages matériels**

Toute détérioration, destruction ou vol d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

**9 - Dommages immatériels consécutifs**

Tout préjudice pécuniaire résultant de :

* la privation de jouissance d'un droit,
* l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble,
* la perte de recettes ou de bénéfices.

directement consécutif à la survenance de "dommages corporels" ou de "dommages matériels" garantis par le présent contrat.

**10 - Dommages immatériels non consécutifs**

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble ou de la perte de recettes ou de bénéfices, en l'absence de dommages corporels ou matériels.

Sont également considérés comme "Dommages immatériels non consécutifs" les préjudices immatériels consécutifs à un dommage matériel subi par les travaux exécutés ou les produits ou marchandises livrés, non couverts par le contrat.

**11 - Existants**

Tout bien immobilier existant avant l’ouverture du chantier, appartenant au maître d’ouvrage, sur, sous, dans ou à proximité desquels l’assuré exécute ou fait exécuter les travaux objet de l’opération assurée.

**12 - Réception**

L’acte par lequel le maître de l’ouvrage accepte les travaux exécutés avec ou sans réserves conformément aux dispositions de l’article 1792-6 du Code civil.

**13 - Période de validité de la garantie**

La période comprise entre la date d’effet et la date de réception des ouvrages selon la durée fixée aux conditions particulières au cours de laquelle l’assurance est susceptible de s’exercer en cas de sinistre.

**14 - Sinistre**

Toute réclamation amiable ou judiciaire formulée contre l'assuré pendant la période de validité du contrat.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

**15 - Franchise**

Somme fixe et/ou fraction du dommage que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre ; la franchise vient en déduction du montant de l’indemnité versée par l’assureur par sinistre mais ne s'imputera pas sur le plafond de garantie prévu par année d'assurance.

❖❖❖❖